

Recherches sociographiques



Un chantier : la sociologie politique

Fernand Dumont

Matériaux pour une sociologie politique du Canada français

Volume 2, numéro 3-4, 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055092ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055092ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dumont, F. (1961). Un chantier : la sociologie politique. *Recherches sociographiques*, 2 (3-4), 289–291. <https://doi.org/10.7202/055092ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1961

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

UN CHANTIER : LA SOCIOLOGIE POLITIQUE

Dans ce premier numéro spécial de Recherches sociographiques, nous avons voulu réunir quelques éléments pour une sociologie politique du Canada français. Les textes rassemblés ici sont très disparates. Nous avouons que cela correspond à une intention explicite. Dans les cadres de cette revue consacrée entièrement à l'investigation scientifique de notre milieu, nous considérons, pour le moment, toute systématisation portant sur notre société comme devant être remise à une étape ultérieure de la recherche. Nous ne récusons pas, pour cela, les approximations qui se donnent comme telles: mais à son rang, l'appréhension par fragments nous paraît avoir valeur de garantie contre les représentations idéologiques courantes.

C'est pourquoi le sondage qui ouvre ce numéro, et dont notre collègue Falardeau a réuni les résultats, ne prétend aucunement constituer une problématique pour une sociologie politique de notre société. Les responsables de la revue ont cherché simplement à savoir ce que certains observateurs de notre vie politique considèrent comme les thèmes les plus urgents de réflexion. Tout en étant suggestives pour la recherche à venir, les réponses colligées constituent aussi des indications sur les attitudes politiques d'une certaine partie de notre élite.

Une section considérable de cette publication est consacrée à un inventaire des sources et à la bibliographie. Par là encore, nous avons voulu insister sur les tâches à accomplir.

*

La partie la plus importante de ce numéro est évidemment constituée par les monographies. Toutes furent, à l'origine, des thèses d'étudiants, bien qu'elles aient été, pour l'édition, considérablement allégées et remaniées. On ne manquera pas de remarquer que, sur cinq études, trois portent sur la vie municipale. Ce n'est pas là tout à fait un hasard; je voudrais insister là-dessus. Ayant eu quelque temps la responsabilité d'un cours de sociologie politique, il m'a paru important d'orienter de ce côté les étudiants désireux de faire leurs premières recherches en ce domaine. La réflexion traditionnelle sur nos problèmes politiques s'est traduite le plus souvent en discussions sur les grands ensembles. Il est assez facile de saisir les causes de cette orientation: la dualité d'appartenance (à une province et à une fédération), notre situation de minorité en sont les plus évidentes. Il en est de plus cachées et, parmi celles-ci, il faudrait insister sur la pauvreté de l'organisation sociale au plan

local ou régional. L'impact très concret que rencontrent les tentatives récentes pour juguler le patronage l'a rappelé brusquement à notre attention. Faut-il souligner, une fois encore, que les réseaux locaux ou régionaux des grands partis remplissent un vide sociologique et que toute réflexion scientifique ou politique un peu sérieuse devrait commencer par explorer les raisons concrètes de cette carence ?

La plupart des monographies que l'on trouvera dans ce numéro contribuent, de quelque façon, à nourrir cette interrogation. On y apercevra l'existence de certains mécanismes qui structurent (ou paralysent, comme on voudra) l'expression des attitudes politiques au niveau le plus micro-sociologique, la standardisation excessive des thèmes de la vie politique immédiate, les curieux mécanismes de dégagement des élites civiques. Si ces phénomènes nous paraissent passionnants, ce n'est pas parce que nous serions tenté d'adhérer à l'affirmation bien connue de Tocqueville selon laquelle le leadership local constituerait la préparation par excellence à l'exercice de responsabilités civiles aux horizons plus larges. Bien au contraire, rien ne nous paraît plus faux : le maire de village bavard devenu député muet est, dans notre milieu, un phénomène trop fréquent pour que la réflexion de Tocqueville puisse nous abuser.

Mais justement, cela doit reporter plus loin notre réflexion : ce n'est pas seulement dans le secteur de la politique, mais aussi dans le domaine religieux et dans bien d'autres que l'on peut constater ici les blocages à l'avènement d'élites locales. Cela implique au moins une hypothèse : ce qui est, ici, discuté au niveau de la société globale n'est pas en connexion avec la vie plus concrète (plus quotidienne) des gens. En ce sens, l'étude des activités politiques locales est une prise de vue, parmi d'autres, des problèmes les plus cruciaux de notre société. Des recherches historiques sont, de toute urgence, à poursuivre dans cette perspective. Il faudra mesurer, par exemple, les répercussions qu'a pu avoir dans notre société l'apparition tardive du pouvoir municipal. Là-dessus, comme pour bien des questions d'aujourd'hui, le rapport de Durham fournirait quelques hypothèses de travail intéressantes. "L'absence totale de rouages dans le Gouvernement exécutif de la province, écrivait l'auteur au milieu du XIXe siècle, n'est peut-être pas plus frappante qu'on ne saurait le remarquer dans quelques-uns des endroits les plus florissants du continent américain. Mais dans la plupart des Etats dont je parle, le défaut de moyens mis à la disposition de l'Exécutif central est amplement suppléé par l'efficacité des institutions municipales; même où elles font défaut ou sont imparfaites, l'énergie et l'habitude des affaires chez l'Anglo-Saxon les font se combiner toutes les fois que la nécessité l'exige. Mais la population française du Bas-Canada ne possède ni de telles institutions ni un tel caractère. Accoutumée à tout attendre du Gouvernement, elle n'a pas le pouvoir de faire quoi que ce soit pour elle-même, encore moins d'aider l'autorité centrale" [1].

[1] Le rapport de Durham, traduction de Marcel-Pierre Hamel, s.l., Editions du Québec, 1948, 156.

*

J'ai beaucoup insisté sur le caractère strictement empirique des études ici réunies. Pourtant, une ambiguïté subsiste. Nous ne saurions oublier qu'à l'heure présente, partout dans le monde, les recherches de ce genre sont particulièrement à la mode chez les sociologues, les géographes et les praticiens des sciences politiques. On y reconnaît déjà, un peu facilement à mon gré, un secteur spécialisé de la recherche. A considérer la masse énorme des monographies de ce type, on ne saurait que s'inquiéter des transpositions trop simples de méthodes que certains sont enclins à faire à notre contexte social. En ce domaine comme en d'autres, il faut nous rappeler que, pour l'homme de science, notre milieu est intéressant à étudier en ce qu'il peut contribuer de quelque façon à poser des problèmes plus universels. Il y a là une tentation particulièrement insidieuse qui pourrait se mêler aux intentions qui président à une revue comme celle-ci. Une étude critique des divers courants de la sociologie électorale, en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, montrerait sans peine qu'ils conduisent tous à l'étude plus générale des groupes et des structures sociales. Il faudrait aussi insister sur les graves limitations du vote comme indice des options politiques. Et plus généralement encore, il y aurait à montrer en détail le caractère superficiel de l'opinion dans nos sociétés urbanisées, surtout en tant que révélatrices des attitudes. La part officiellement inexprimée des vues politiques des agents sociaux constitue peut-être le champ le plus important de recherche pour une sociologie réaliste de l'organisation sociale en ce pays.

En d'autres termes, au moment où vont se multiplier les études empiriques du genre de celles que nous publions dans ce numéro, il serait urgent de réfléchir largement sur la signification et les limites de la sociologie électorale, aussi bien par une critique de la recherche internationale en ce domaine que par la formulation d'hypothèses plus globales sur notre milieu. Pour ma part, je voudrais reprendre ces thèmes dans un article qui paraîtra bientôt dans cette revue.

Fernand DUMONT

Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.